

## Réflexions sur le principe de subsidiarité

**Rafael ALVIRA**

La structure idéale de la société moderne se manifeste, comme on sait, à travers la dualité État-marché. Cela apparaît surtout dans le « modèle européen ». Le cas des États-Unis est un peu différent à cause de l'influence de la pensée républicaine, quoique la pression des démocrates les approche de la formule européenne.

Comme il est impossible de réaliser dans les faits cette structure, peu à peu, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, on a ouvert la porte à diverses institutions et corporations qui, toutes ensemble, forment ce qu'on appelle souvent la société civile, considérée comme une sorte de corps intermédiaire entre l'État et le marché.

La société civile comprise de cette manière est le témoin, d'une part, de la faillite de la structure moderne et, d'autre part, de la permanence d'une pensée qui, n'ayant pas changé ses principes fondamentaux, est au fond incapable de résoudre de façon adéquate le problème posé par la société moderne.

En effet, l'État est une "totalité politique" qui ne peut pas –par définition– partager son pouvoir politique avec d'autres pouvoirs. L'État est le social dans ce sens qu'il a pour fonction de garantir la vie de la société. Ce qui logiquement a conduit Hegel à soutenir que, dans le contexte moderne, l'État est le Dieu objectif dans ce monde.

Par conséquent, s'il y a des institutions "intermédiaires", elles existent toujours dans le cadre de l'État et sous son patronage suprême. Le principe démocratique moderne de l'égalité combat continuellement l'éventualité d'un pouvoir politique des institutions "intermédiaires" "privées". Elles sont toujours suspectées de rompre l'égalité générale et le pouvoir souverain du peuple.

Par ailleurs, le marché est composé d'une pluralité d'entreprises conçues comme corporations pour un bénéfice purement privé. Par conséquent, quoiqu'elles configurent d'une manière très forte la société, néanmoins elles ne sont pas considérées comme un instrument proprement "social", et l'État lui-même ne le souhaite pas. L'entreprise accomplirait donc sa fonction sociale, pense-t-on, uniquement à travers le travail et le versement d'impôts.

Il est évident qu'aujourd'hui ces points de vue s'avèrent de plus en plus insoutenables. En effet, d'une part l'État doit admettre le rôle fondamental des institutions sociales, et, d'autre part, l'idée de responsabilité sociale des entreprises est de plus en plus acceptée.

Cette constatation, qui aurait dû conduire les politiciens et les théoriciens de la politique à réfléchir sur la nécessité de changer la philosophie politique à l'usage depuis la Révolution, n'a pas eu pour le moment de conséquences notoires. Pour preuve, cette sentence répétée des milliers de fois depuis le début de la démocratie en Europe : "Il faut absolument bâtir une vraie démocratie !"

Il faudrait, peut-être, avoir le courage de se demander si le système a été bien pensé. Une méthode adéquate pourrait être, comme disait Descartes, de diviser les difficultés : examiner à nouveau une manière d'harmoniser le social avec l'individuel, l'économique avec le politique, la liberté avec la responsabilité, l'égalité avec la justice, etc.

Aujourd'hui la corruption se répand partout. Ce n'est pas un phénomène nouveau. Déjà au XIX<sup>e</sup> siècle, en France, l'expression "tout est pourri" était à l'ordre du jour. Il est indéniable que l'éthique personnelle s'est effondrée ; néanmoins, la corruption est aussi une conséquence inévitable du système. L'État ne peut pas vivre sans argent, et les entreprises ne peuvent pas vivre sans lois acceptables. Si la relation État-marché n'est pas institutionnalisée, si elle n'est pas pleinement "constitutionnelle", alors la corruption est inévitable. Cela avait déjà été perçu au XIX<sup>e</sup> siècle par les théoriciens de la prétendue démocratie organique.

En ce qui concerne l'éthique individuelle, le système fondé sur la philosophie politique moderne a séparé l'éthique de la politique et a cherché à remplacer l'éthique par l'emploi de la loi et de la force. Mais on constate toujours plus clairement l'erreur fondamentale de ce point de vue : l'éthique n'a pas de substitut possible qui soit valable.

On ne peut pas construire l'éthique à partir de la non-éthique, tout comme il n'est pas possible de faire du social à partir du non-social (c'est-à-dire, du purement individuel). Ce que les socialistes appellent *le collectif* est un agrégat d'individus, mais jamais une vraie société, parce que le concept -si difficile- de ce qui est *commun* n'est pas vraiment présent.

Sans l'existence du *commun* l'obligation n'a pas de sens. Or, remplir une obligation c'est obéir. Et il n'y a pas de pouvoir sans obéissance. Cela signifie que le pouvoir dépend nécessairement des personnes et des institutions qui doivent obéir, de la même manière que celui qui obéit dépend à son tour du pouvoir.

Le principe de subsidiarité est un principe à double direction. En effet, l'État peut subsister seulement parce qu'il est obéi et soutenu par l'argent des "institutions subordonnées". L'État dépend davantage des institutions sociales et, surtout, de la famille, que les institutions ne dépendent de l'État. Il est évident qu'un État qui n'est pas fondé sur des institutions sociales, ne peut pas subsister.

Le problème c'est que l'État démocratique ne représente pas les institutions sociales, ni ne participe à leur sens profond. Ne voulant représenter que les individus, il crée des institutions qui sont des instruments de son pouvoir (et non des institutions *de la société*). L'État démocratique n'est pas essentiellement *participatif*, et sa *représentativité* est toujours fictive, puisqu'il ne répond pas à la société *en tant que société*, étant donné qu'une somme d'individus ne constitue pas une société. Qui plus est, il n'est pas participatif parce que la représentativité même est impossible à réaliser d'une manière adéquate à travers une chambre multipartite de députés. Les accords inévitables à l'intérieur de la chambre détruisent la représentativité du point de vue du *contenu* de la volonté du peuple représenté. On peut seulement dire qu'en votant, on fait confiance au *système en général*. Mais ici il est question d'un système, d'une structure politique en général, mais non plus de démocratie.

Un autre problème c'est la confusion actuelle entre "commun" et "public". On identifie ce qui est *commun* et ce qui est *public* et on les considère tous deux comme l'apanage de l'État. Mais le *commun* est, par définition, *l'indisponible*, tandis que le *public* est le *disponible*. Beaucoup d'institutions créées par l'État sont en réalité privées, puisqu'elles se trouvent entre les mains d'un parti politique, tandis que beaucoup d'institutions "privées" sont publiques, puisque disponibles.

Le *commun* est seulement la *vérité*, le *vrai amour* et la *vraie amitié*; autrement dit, le commun est quelque chose *d'intérieur*. C'est quelque chose qu'on *possède*, mais paradoxalement on ne possède la vérité ni la personne aimée que dans la mesure où on se laisse posséder par elles. Il s'agit pourtant de "quelque chose" qu'on possède, mais précisément pour cette raison, on ne peut pas en faire un usage *purement instrumental*.

En revanche, le *public* est quelque chose *d'extérieur* dont on peut faire un usage instrumental, mais qui, en réalité, n'est jamais notre possession.

La vérité est commune et elle est possédée en commun, tandis que l'opinion est particulière et le fait qu'elle devienne publique ne la rend pas commune. Voilà pourquoi l'opinion publique n'a pas la force d'unir une société.

Alors qu'Aristote avait écrit –ce qui est aujourd'hui oublié– que l'amitié est le facteur premier pour la formation d'une société, et que cette idée avait été approfondie par la philosophie politique inspirée par le christianisme, la philosophie politique moderne croit pouvoir construire la société sur la pure extériorité du domaine du "public". Ce qui revient nécessairement à *l'imposition* sociale, conséquence du manque d'intériorité et de l'impossibilité pratique de la solution anarchiste. Il est intéressant de constater les efforts désespérés accomplis aujourd'hui pour sortir de l'impasse à travers l'idée de "gouvernance". La "gouvernance" est une sorte d'anarchisme sans anarchie, un anarchisme bâti sur un

mélange d'un peu d'éthique et d'un peu de technocratie, sans vouloir l'exprimer comme cela.

Le point clé est que la "gouvernance" n'est pas un système de subsidiarité. Et elle ne l'est pas parce qu'elle cherche précisément à organiser un fonctionnement "démocratique" de la société, aussi égalitaire que possible, et par conséquent, sans *hiérarchie*. Or, s'il n'y a pas de hiérarchie, la subsidiarité n'a pas de sens.

Plus la société est complexe, moins il est possible d'appliquer la "gouvernance", et plus il est nécessaire de mettre en place le "gouvernement" classique, où ce sont les *personnes* qui gouvernent et pas seulement la "neutralité" du Système.

La société est un système de *services mutuels, d'aides ou subsides* réciproques, ce qui implique qu'on ne peut pas s'appuyer sur l'égalité « extérieure », mais sur l'égalité « intérieure », de ce qui est *commun*, pour construire chaque jour une juste « égalité extérieure » qui se fait précisément à travers le service mutuel.

Sans un *ordre structurel*, il serait impossible de savoir comment se rendre adéquatement service les uns aux autres. Si on n'accepte pas l'existence de cet ordre, la subsidiarité tout comme la société elle-même n'ont pas de sens. Tout serait purement extérieur et par conséquent, *forcé*. Le recours fréquent à la *solidarité* comme complément nécessaire de la subsidiarité montre bien la faiblesse d'une telle subsidiarité. Une vraie subsidiarité est en elle-même radicalement solidaire.